



La Rochelle, le 22 juin 2012

DOUANIERS EN COLÈRE ! UNE BELLE JOURNÉE D'ACTION A L'ENBD



Dès potron-minet, plus de 40 collègues se sont regroupés devant l'ENBD pour une distribution surprise d'un tract intersyndical de mobilisation à l'attention de l'ensemble des personnels de l'école, des collègues stagiaires et de nos chers administrateurs. Parallèlement, une équipe se tenait au portillon d'accès aux résidences.

Des militants, tous syndicats confondus, certains venant de très loin (Pau) nous ont rejoint pour cette journée d'action et nous tenons à les remercier.



Cette action, d'ores et déjà marquante, a permis d'accueillir notre DG comme il se



doit, avec les honneurs syndicaux mérités. Quelques propos ont été échangés, avec la promesse d'être reçus dans la journée.



Pantacourt obligatoire pour l'Unsa ! lol



Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir une voiture avec chauffeur...

Les « convois » d'administrateurs logés à l'extérieur se sont succédés avec le même accueil chaleureux.

En milieu de matinée, l'ensemble des manifestants s'est dirigé avec nonchalance vers l'amphithéâtre afin d'être entendu par l'ensemble des administrateurs réunis sur nos revendications et d'obtenir la confirmation de l'entretien avec le DG.



Allez zou ! on se fait une petite balade dans l'école. Késako ce bidule dans l'herbe ? On dirait un truc, une chose, enfin un monument en l'honneur de l'instauration du jour de carence sur nos ID !!!



La grande manifestation qui fait si peur à nos administrateurs

En haut des marches, nous avons trouvé le dernier des Mohicans faisant « barrage » de tout son corps. La mission de notre DF à ce moment ressemblait à celle d'un « videur » de boîte de nuit. N'écouter que son courage, notre *Kévin Costner rochelais* s'est opposé **VIOLEMMENT** et **AVEC VIRULENCE** à la délégation en la traitant : « *Putschistes (*) ... de quel droit pénétrez vous dans l'école ?* ». Réponse de la délégation : « *nous sommes tous douaniers, nous sommes autant chez nous que vous* ».

Devant ce refus manifeste et obstiné de dialoguer, les échanges verbaux résonnants au sein de l'amphi ont amenés la cavalerie à la rescousse.

Messieurs Bonnet et Magniet ont alors pris la mesure de la situation, entendant le souhait de la délégation : La lecture de nos revendications communes devant une assemblée d'administrateurs médusés et à la mine réjouie. (Cf photo) ainsi que la confirmation de la réunion OS-DG à 14 h en salle du conseil.



"Vous ne pouvez pas entrer, les portes sont verrouillées !!!"



Fort KNOX ?? Ben non ... amphithéâtre



"Mais puisqu'on vous dit qu'on veut seulement entrer pour lire nos revendications !"



Port du smoking obligatoire....



Une assemblée médusée ou amusée ?



*L'intendance à fond les couteaux ...
Nos sandwiches au jambon n'ont rien à envier au
« menu prestige » du restaurant de l'Île de Ré*

L'heure de midi rassemble permanents, stagiaires et collègues pour un moment de grande convivialité. C'est à ce moment que deux conférences de presse se sont tenues avec France Bleue La Rochelle et Sud-Ouest (à notre regret, une coquille s'est glissée dans l'article de ce dernier).

A 14 h, le DG accompagné de Messieurs Bonnet, Rigaud et Blanc (nouveau sous directeur A) reçoit la délégation composée de deux représentants par syndicat.



La délégation intersyndicale ENBD et de l'Interrégion de (Bordeaux)

Une très longue discussion s'est engagée sur le sujet pré-requis à la réouverture du dialogue social : le retrait de la note du 16 avril 2012.

La délégation a insisté sur la nécessité de l'envoi d'un signal fort émanant de la DG à l'attention de l'ensemble de la corporation douanière : la suspension immédiate dans un premier temps de cette note en geste d'apaisement et dans l'attente de la décision juridique concernant sa légalité.

Après 2h30 de tractations intenses sur ce premier point, le DG a déclaré : « qu'il aimait les douaniers mais qu'il ne pouvait pas revenir sur cette note » Néanmoins et après deux interruptions de séance, l'une à la demande du DG, l'autre de notre fait, le DG a déclaré : « la suspension n'a pas de sens objectivement mais je m'engage à adresser ce jour une convocation aux responsables nationaux des OS pour un groupe de travail exceptionnel programmé dès aujourd'hui au 04 juillet, afin de trouver un compromis sur ce sujet et qui portera :

- 1- sur la comparaison avec les autres administrations pour dégager éventuellement des solutions,*
- 2- sur l'analyse juridique des indispositions avec une expertise extérieure,*
- 3- de faire le point ensemble au sujet des revendications,*

La réponse sur le champ sera peu probable »

La seconde partie de l'entretien portait particulièrement sur la page 3 du tract : la demande d'éclaircissement sur la fusion des écoles.

Nous avons sollicité la présence de Mr Magniet, DI DNRFP.

Le DG a déclaré en préambule « *que le sujet était stratégiquement important pour la maison Douane, que ce chantier allait prendre plusieurs années et qu'il fallait anticiper les évolutions du métier. C'est une réforme qui, à long terme, aura le plus d'impact sur notre maison.*

Aujourd'hui nous avons pris 1 an de retard sur le calendrier de la fusion en raison d'un problème de financement global de l'État qui manque de fonds de roulement. La fusion était financée par des cessions mais nous avons du reloger la DNRED et le SNDJ à IVRY et nous manquons de liquidités pour respecter les délais. »

Contrairement aux propos tenus récemment par le Directeur des Études aux enseignants concernant la suppression des chargés de brigades, le DG et le DI DNRFP confirment qu'il ne s'agit que d'une piste de réflexion et non d'une décision déjà actée.

Concernant la suppression des Formations Continues au 1er semestre 2013, Monsieur Rigaud a expliqué qu'il s'agit d'une situation particulièrement exceptionnelle liée à un possible recrutement massif d'agents, entre autre, pour le recouvrement de la TPL.

La priorité absolue étant donnée aux Formations Initiales, l'offre de Formation Continue pour l'année 2013 en sera, de fait, impactée.

A la marge de cette intersyndicale, nous avons interpellé le DG sur le problème récurrent des agents de catégorie C ne bénéficiant pas de la prime d'enseignement à l'ENBD. Nous avons fait remarquer que sur les 140 permanents, 60 agents de catégorie C sont concernés et que c'est exclusivement cette catégorie qui subit les suppressions d'emploi (-6 en 2012).

Le DG et la sous-direction A se sont engagés à étudier de très près ce dossier.

Au vu de la communication faite par la direction de l'ENBD, nous constatons qu'elle ne correspond pas aux explications détaillées fournies par le DG et le DI DNRFP.

Dans le cas contraire, nous aurions pu aborder d'autres sujets tout aussi importants.

De manière générale, c'est tout au long de l'année, un manque constant de communication envers le personnel et ses représentants à l'école de La Rochelle. Et lorsqu'elle existe, elle est bien souvent tronquée ou déformée.

L'intersyndicale CFDT, CGT, SOLIDAIRES et UNSA DOUANES se félicite de cette journée d'action qui aura permis d'avancer sur des sujets qui tiennent à cœur à tous les douaniers, même si nous regrettons fortement l'absence flagrante de nos camarades de l'USD-FO de l'ENBD à nos côtés pour soutenir l'action nationale.



Mallette pédagogique expliquant le "bien fondé de la journée de carence sur les ID ?"



L'INTERSYNDICALE ENBD,

CFDT

CGT

SOLIDAIRES Douanes

UNSA-Douanes

(*) Le putsch est un coup d'État réalisé par la force des armes



Rassemblement devant l'école hier. Pour la photo le sourire était de mise. PHOTO PASCAL COUILLAUD

Les douaniers montrent leur colère

MANIFESTATION Ils ont protesté hier contre le manque d'effectifs

Les douaniers ont profité de la présence à La Rochelle (école des douanes) de tous les administrateurs nationaux pour montrer les dents. Ils se sont donc rassemblés devant l'école et ont fait valoir leurs revendications. Pas vraiment nouvelles, admettent-ils, mais qui jusqu'à présent ne suscitent que « mépris ».

« Le taux de non-remplacement des douaniers est de l'ordre de 61% », explique Francis Anaya, se-

crétaire ^{Régional} général de l'UNSA douanes et qui s'exprime en tant que représentant de l'intersyndicale CFDT, CGT, USD FO, Solidaires et UNSA.

Et de poursuivre : « Cela va donc au-delà des directives gouvernementales. À une époque, nous étions 22 000 douaniers, en 2005, l'effectif est passé à 19 500 et en 2011 à 17 435. Chaque année, 360 à 370 douaniers ne sont pas remplacés. On en perd un par an, en somme ».

Francis Anaya explique également que, faute d'effectifs suffisants, certaines missions des douanes sont « externalisées ». « Le

contrôle des bagages en soute par exemple dans les avions est effectué par des sociétés privées. Et l'an prochain, la taxe sur les poids lourds sera recouverte également par des sociétés privées ».

Les douaniers réclament donc l'arrêt des suppressions d'emploi. Et demandent également « une véritable politique pour une douane au service de l'intérêt général ».

« Nous devons protéger les citoyens mais maintenant, nous sommes trop peu nombreux pour assurer un maillage du territoire », conclut Francis Anaya.

M.-C.A